

La fusion avec Brest métropole a été rejetée

Presqu'île — La décision des élus de Presqu'île de Crozon Aulne-maritime était très attendue, hier soir. Avec 26 voix contre, huit pour et un blanc, les votes ont été unanimes : la fusion ne sera pas.

26 voix défavorables, huit favorables et un blanc. Les élus de la communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne-maritime ont rejeté la fusion avec Brest métropole, hier soir, à Kerdanvez, devant une centaine d'opposants rassemblés pour le vote.

Pour les deux présidents des intercommunalités de la pointe finistérienne, François Cuillandre et Daniel Moysan, c'est donc une défaite. Leur projet avait pour but de lutter contre le décrochage de l'Ouest breton par rapport à l'Est.

L'Agence régionale de santé avait donné son feu vert

L'objectif était aussi d'améliorer les services publics, notamment les transports avec un transade et ses cinq allers-retours quotidiens au prix d'un ticket de tram.

Mais aussi la santé, avec un hélicoptère médicalisé du Smur, disponible 24 h / 24. Le feu vert avait été donné par l'Agence régionale de santé. Tous deux l'avaient assuré, il n'y aurait pas eu d'augmentation d'impôts. La fusion devait être effective au 1^{er} janvier 2020.

Mais l'opposition et la tension étaient vives depuis plusieurs semaines. Le vendredi 9 novembre déjà, dix anciens élus avaient tenu à dire « non » à la fusion entre la communauté de communes Presqu'île de Crozon Aulne-maritime et Brest métropole (BM).

Dans un communiqué, ils avaient dénoncé les conséquences financières irréversibles que pouvait engendrer une telle décision : « **Augmenta-**

tion des impôts locaux, de l'eau, des ordures ménagères, dette énorme de BM à assurer, taxes nouvelles pour les entreprises. »

L'opposition avait dénoncé « l'absence de démocratie »

Ils avaient aussi pointé du doigt l'absence de démocratie du processus : « **La procédure ne manque pas de surprendre : le questionnaire de consultation et l'étude de l'opportunité ne sont pas menés par un cabinet indépendant, mais par l'ADEU-PA (dont le président est François Cuillandre, le président de BM !)** », s'alarmaient-ils. Ils avaient appelé à des réunions publiques et un référendum.

Au conseil communautaire qui avait suivi, lundi 12 novembre, l'élu de Crozon et délégué communautaire, Jean-Marie Beroldy, avait même demandé un report de vote, après les élections municipales de 2020.

Selon lui, il n'y avait pas d'« **urgence** » et il fallait permettre « **aux candidats, au cours de la campagne, de mieux informer la population, de développer leurs arguments, pour ou contre la fusion. Et ce afin que les futurs maires et élus n'héritent pas d'une situation qu'ils n'auraient plus à débattre au préalable** ».

Toute décision avait alors été écartée par Daniel Moysan, précisant qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête et du questionnaire envoyé aux habitants en octobre-novembre. Ce n'était que sur la base de ces éléments qu'un débat pouvait s'engager.

Rendue le 10 décembre, cette étude avait laissé apparaître deux positions fondamentalement divergentes. Les répondants de la Presqu'île étaient loin d'être rassurés sur leurs impôts et ils craignaient une perte d'autonomie pour leur territoire. Entre-temps, une pétition avait rassemblé près de 4 000 signatures.

La méthode « décriée »

Ceux de Brest métropole allaient plutôt dans le sens des porteurs du projet, vers le développement de la pointe bretonne face à l'axe Rennes-Nantes, notamment. « **Mon avis a évolué dans la mesure où les gens qui ont répondu à cette enquête sont contre. Je suis pour la fusion, mais je dois tenir compte des arguments, je tiens compte de l'avis de la population** », avait reconnu, le 12 décembre, Louis Ramoné, maire Divers Gauche de Lanvéoc.

Les opposants étaient, en revanche, réconfortés comme Roger Melouët, maire PS de Pont-de-Buis et vice-président au conseil départemental du Finistère : « **Les résultats vont tous dans le sens d'une certaine inquiétude** », avait-il déclaré.

Au cours du conseil communautaire, Daniel Moysan a regretté qu'il n'y ait eu « **que la méthode qui ait été décriée, pas le fond du projet** ».

Mais cela n'a rien changé à l'issue du vote. Les élus communautaires ont donc massivement rejeté la fusion.

Guillaume LEGRAND.



Les élus communautaires de Presqu'île de Crozon-Aulne maritime ont rejeté, en grande majorité, le processus de fusion avec Brest métropole.